

**CONCOURS EXTERNE DE SECRETAIRE ADMINISTRATIF
DE LA PREFECTURE DE POLICE DU MARDI 7 JANVIER 2003**

Epreuve n° 2 : Dissertation sur un sujet d'ordre général relatif aux problèmes économiques, sociaux et culturels du monde contemporain.

Durée : 3 heures – coefficient : 2

De 14 heures à 17 heures

Sujet : Que pensez-vous de cette phrase de Jean Rostand ? (biologiste, 1894-1977) :
« Attendre d'en savoir assez condamne à l'inaction »

RAPPEL : Aucun nom, prénom, signature ou signe distinctif : supérieur hiérarchique, initiales, numéro de téléphone ou adresse du service, etc... ne doit figurer dans le corps (ou le timbre) de votre composition sous peine d'exclusion du concours.

**CONCOURS EXTERNE DE SECRETAIRE ADMINISTRATIF
DE LA PREFECTURE DE POLICE DU MARDI 7 JANVIER 2003**

Epreuve n°1 : Rédaction d'une note de synthèse à partir de documents pouvant comporter des éléments chiffrés (données statistiques, comptables, financières, commerciales et administratives simplifiées)

Durée : 3 heures – coefficient : 3

De 9 heures à 12 heures

Sujet : A partir de documents joints, vous élaborerez une note portant sur les risques technologiques en France et sur les moyens d'action des pouvoirs publics pour y faire face.

Ce document comporte au total 29 pages

Il vous appartient de vous assurer que le sujet en votre possession comporte la totalité des pages

RAPPEL : Aucun nom, prénom, signature ou signe distinctif : supérieur hiérarchique, initiales, numéro de téléphone ou adresse du service, etc... ne doit figurer dans le corps (ou le timbre) de votre composition sous peine d'exclusion du concours.

Documents joints :

- 1) Quelques accidents... (3 pages).
- 2) L'Express.fr (2 pages).
- 3) L'Express.fr (2 pages).
- 4) Rapport ESSIG « résumé et conclusion » (3 pages).
- 5) Résumé de la législation sur les installations classées (4 pages).
- 6) SEVESO (4 pages).
- 7) Plans d'intervention (4 pages).
- 8) Eléments de jurisprudence (5 pages).

N° 1 - 4/1/1966 69 - FEYZIN

RHONE-ALPES (futur ELF FEYZIN)

23.2 - Raffinage de pétrole

Dans une raffinerie, un aide opérateur manœuvre dans le mauvais ordre 2 vannes de purge en fond d'une sphère de 1200 m³ remplie à 60%. Leur givrage simultané provoque leur blocage et la fuite de propane. Le nuage est enflammé 35' après par un véhicule en dehors de l'usine (décès du conducteur). Un feu chalumeau est allumé à la source l'après. L'intervention regroupe 158 sauveteurs, la plupart à proximité de la sphère qui explose par BLEVE 90 min après (17 morts, 84 blessés). Une sphère voisine de propane explose à son tour par BLEVE 55 min. après et 3 sphères de butane s'ouvrent (sans BLEVE). Au total 11 réservoirs sont détruits. Des missiles sont projetés jusqu'à 800 m (1 de 80 t à 330 m). 1 475 habitations ou constructions sont affectées. Des sanctions pénales et civiles (1 MF) sont prononcées.

N° 6237 - 29/6/1979 69 - LYON

GIVAUDAN FRANCE

24.6 - Fabrication d'autres produits chimiques

Des vapeurs se répandent dans l'atelier d'une usine chimique lors de l'évaporation d'un solvant. Une explosion suivie d'un incendie provoque un mort et 9 blessés sur le site, ainsi que 3 blessés légers hors de l'usine. Les dommages sont importants : l'atelier est détruit, des ateliers voisins et un immeuble proche sont endommagés. Les maisons subissent d'importants dommages jusqu'à 200 m ; 30 riverains doivent être relogés. Un tampon sur le réacteur n'avait pas été remplacé, l'émission des vapeurs de cyclohexane et la formation du nuage explosif se sont produits à l'insu des opérateurs qui s'étaient tous absentes (pause café) contrairement aux consignes en vigueur.

N° 4987 - 18/10/1981 69 - VILLEURBANNE

Société Lyonnaise de Droguerie SLD

51.5 - Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles

Un feu d'origine accidentelle ou malveillante se déclare dans une droguerie en gros où sont notamment stockés en petit conditionnement 14 t de chlorate de sodium et 33 000 l de liquides inflammables (alcools, solvants, etc.). Des riverains donnent l'alerte à 1h20. De violentes explosions (perçues à 7 km) se produisent durant l'intervention. Des poutrelles en métal projetées entre 5 et 200 m (certaines par-dessus un immeuble de 8 étages) font des victimes dans le public (1 mort, 5 blessés dont un grave). D'autres missiles sont projetés (boîtes métalliques de 5 kg, bombes aérosols, etc). Les pertes sont évaluées à 17 MF de stocks et 6 MF d'équipements (1981), 10 000 m² de locaux sont détruits. Une école et 150 appartements ont des vitres brisées.

N° 5009 - 29/10/1987 44 - NANTES

LOIRET ET HAENTJENS

51.5 - Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles

Dans un entrepôt dont le contenu est mal connu, la décomposition auto-entretenu d'un stock de 850 t d'engrais NPK 15-8-22 livré 5 jours plus tôt entraîne la formation d'un nuage de 10 km de long dérivant vers l'Ouest et dans lequel de l'acide nitrique est décelé ; 100 t d'engrais brûlent sans flamme visible. 3 ouvriers sont légèrement intoxiqués et hospitalisés. Le plan ORSEC est déclenché, 1 500 policiers ou militaires sont mobilisés et 37 000 personnes sont évacuées durant 9 h. Le sinistre est maîtrisé après 7 h d'intervention. La LOIRE n'est que faiblement polluée. Le sinistre a été initié par la présence de matière organique dans l'engrais et par des installations électriques vétustes dont les sécurités ont été neutralisées.

N° 3536 - 22/4/1992 38 - JARRIE

ELF-ATOCHEM

24.1 - Industrie chimique de base

Une explosion entendue à des dizaines de km à la ronde puis un incendie ont lieu dans une unité de fabrication d'eau oxygénée (4000 m²) proche de réservoirs d'hydrogène et de chlore. Le feu se propage dans les égouts. Une odeur nauséabonde se dégage. Un périmètre de sécurité est mis en place. Un employé est tué et 2 autres sont blessés, 1 500 m² de l'unité sont détruits ; 1 000 m³ d'eaux d'extinction contenant un solvant s'échappent d'une rétention d'un volume insuffisant et polluent légèrement Le DRAC. L'accident est dû à une panne du système de conduite (SNCC), à une intervention humaine malheureuse sur ce dernier, à la non-indépendance des dispositifs de commande et de sécurité qui agissent sur les mêmes organes et à des consignes insuffisantes. Un défaut d'organisation de formation en sécurité motivera les poursuites engagées 3 ans plus tard à l'encontre de plusieurs responsables de l'usine.

N° 6135 - 16/12/1994 62 - MAZINGARBE

ELF ATOCHEM

24.1 - Industrie chimique de base

Lors du dépotage d'un wagon d'ammoniac (47 t), une fuite (27 t) a lieu à 17h20 et dure 37 min jusqu'à ce qu'un opérateur ferme le clapet de fond en libérant un ridoir. Les POI et PPI sont déclenchés (périmètre 5 km). Des véhicules invitent la population de 2 communes à se confiner. Une école et un supermarché sont confinés puis évacués après passage du nuage. Un bébé qui a traversé le nuage en voiture avec ses parents est hospitalisé. Les pompiers et 1 CMIC interviennent près de 4 h. La fuite est due à la déconnexion d'un bras de transfert (sécurité anti-tamponnement wagon), à la fermeture partielle d'un clapet (bras côté wagon) bloqué par un corps étranger (boulon) et à une défaillance du porte-ridoir pneumatique actionnant le clapet de fond du wagon.

N° 11657 - 20/8/1997 33 - BLAYE

SEMABLA

63.1 - Manutention et entreposage

Sur une zone portuaire, au cours du transfert de maïs d'un camion vers les installations, 28 des 44 cellules cylindriques verticales en béton d'un silo de céréales de 37 150 t explosent. Environ 10 000 t de blé, 16 500 t d'orge et 2 500 t de maïs étaient stockées. Le plan rouge est déclenché. Dix employés et 1 pêcheur sont tués et sont retrouvés plusieurs jours plus tard sous les gravats. Un autre employé est légèrement blessé. Des débris sont projetés jusqu'à une distance de 100 m. Des vitres sont brisées jusqu'à 200 m. Le site sera rasé. Les dégâts s'élèvent à 160 MF. La société est condamnée à 1 MF d'amende, le directeur à 58 KF et 18 mois de prison avec sursis.

N° 19385 - 8/12/2000 67 - HAGUENAU

SAPO

24.3 - Fabrication de peintures et vernis

Une explosion et un incendie se produisent dans une usine fabriquant des colles. Un important nuage toxique se forme. Les principaux produits impliqués sont du toluène et du PVC. Les employés quittent l'usine et 30 000 habitants se confinent durant l'intervention des pompiers. Un périmètre de sécurité est mis en place, 3 écoles sont évacuées. Les secours maîtrisent l'incendie en 2h30 et maintiennent une surveillance durant la journée. Un opérateur remplissait un seau métallique de 25 l à partir d'un conteneur de 1 000 l de solvant avec une pompe anti-déflagrante et un flexible en plastique antistatique qui a touché la paroi du seau ; une étincelle a enflammé le liquide. L'opérateur alerte ses collègues qui interviennent avec des extincteurs mais le feu se propage au conteneur en prenant rapidement de l'ampleur. L'atelier central, des stocks de colles et de masques polyuréthanes, des emballages et des additifs ont été détruits. Les stocks enterrés de matières premières et 2 ateliers protégés par des portes coupe-feu seront épargnés. Les dégâts matériels et pertes d'exploitation sont évalués à 70 et 50 MF. Du chômage technique est prévu. L'impact environnemental est faible ; l'enquête sanitaire ne révèle aucun cas d'intoxication du aux fumées, les analyses des sols et des eaux n'ont détecté aucune pollution significative.

Explosion à l'usine AZF

L'Express du 27/09/2001

Prévenir d'autres Toulouse

par Bruno D. Col

Faute de moyens, et parfois par laxisme, la surveillance des sites à risques s'est relâchée. Le drame de l'usine AZF servira-t-il de leçon?

© J. Witt/Sipa Press



A Toulouse, après l'explosion de l'usine AZF, le 21 septembre.

Elle était, paraît-il, l'un des complexes industriels les plus surveillés de France. Une semaine après son explosion, l'usine AZF d'Atofina (filiale du groupe TotalFinaElf), spécialisée dans la

production d'engrais chimiques, n'est plus qu'un cratère de 50 mètres de diamètre, perdu dans la banlieue de Toulouse. Mais, au-delà de l'enquête qui privilégie à «99%» la thèse de l'accident, la sûreté des 1 249 autres sites dits «à risques majeurs» est ainsi lourdement remise en question.

65 000 autres sites "plus dangereux" ont été soumis à une autorisation

Jusqu'à ce drame, l'un des plus meurtriers de l'après-guerre (une trentaine de morts déjà, sans doute plus, tant les blessés les plus graves sont atteints, et plusieurs milliers d'autres victimes), la France faisait pourtant figure de bon élève au sein de l'Europe puisque, dès 1976, elle s'était dotée d'une loi relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Il a tout de même fallu attendre 1982, puis 1996 et deux directives européennes dites «Seveso 1» et «Seveso 2» (du nom de la ville italienne victime d'un accident chimique en 1976) pour renforcer ce cadre législatif. «L'Hexagone compte aujourd'hui un demi-million d'installations considérées comme "assez dangereuses" et qui ont nécessité une simple déclaration avant leur mise en fonctionnement, précise Marie-Claude Dupuis, chef du service industriel au ministère de l'Environnement. Au-dessus, 65 000 autres sites "plus dangereux" ont été soumis à une autorisation. Reste enfin, les usines "Seveso", les "plus dangereuses" faisant l'objet de mesures spécifiques.» Avant leur ouverture, celles-ci doivent fournir une étude de dangers renouvelable tous les cinq ans. A l'industriel de dresser une liste des accidents possibles, de leurs conséquences, et de faire état des moyens de secours à sa disposition. Cette clef de voûte de la prévention permet alors d'établir un plan d'opération interne (relatif à la sécurité à l'intérieur de l'établissement) ainsi qu'un plan particulier d'intervention (sous la responsabilité du préfet). Selon nos informations, certaines de ces procédures devaient être réactualisées cette année sur le site toulousain d'AZF, Atofina venant d'investir 160 millions de francs pour diversifier les débouchés de son usine. L'une des missions des enquêteurs consistera alors à juger la validité des différents plans dans ces nouvelles conditions d'exploitation.

Dans le cadre «Seveso», l'industriel doit enfin participer à la maîtrise de l'urbanisation alentour et a un devoir d'information du public. A ce titre, les implantations d'habitations autour de l'usine AZF de Toulouse, construite en 1924 et qui n'a jamais cessé de s'agrandir, n'ont été totalement gelées qu'en... 1989!

«Les textes forment un canevas contraignant, mais la réalité quotidienne est tout autre: les conditions de travail ne cessent de se dégrader», se désespère Gérard Le Joliff, d'Eretra, un cabinet d'ergonomie (étude de l'homme au travail), qui examine actuellement le site voisin, celui de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE). Et pour les contrôler, l'Etat, par l'intermédiaire des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (Drire) manque cruellement de moyens: 626 inspecteurs pour toute la France! «Le constat est triste, déclare à L'Express Yves Cochet, l'actuel ministre de l'Environnement. Il faudrait multiplier par deux ce chiffre pour obtenir des résultats satisfaisants.» En conséquence, les 65 000 installations soumises à autorisation ne peuvent même pas être visitées une fois tous les cinq ans...

2 / 2

Les usines estampillées «Seveso» sont, elles, contrôlées au moins une fois par an. Mais là encore, la nature même de ces contrôles est sujette à caution: «Le manque d'effectifs nous amène généralement à organiser des visites partielles autour d'un seul thème, comme l'état des canalisations, précise Alain Vallet, directeur de la Drire du Val-d'Oise. En aucun cas, nous ne pouvons effectuer une étude approfondie». Ainsi, lors de leur dernière visite sur le site toulousain d'AZF, consacrée au contrôle du système de management et sécurité (17 mai 2001), les inspecteurs n'ont pas visité les entrepôts de stockage. Or, aujourd'hui, les premiers éléments de l'enquête judiciaire sur la catastrophe, mettent en cause l'état de leurs sols.

Même constat d'impuissance sur le plan des sanctions. Si l'arsenal législatif paraît suffisamment diversifié - les inspecteurs peuvent dresser des procès-verbaux, décider d'arrêtés de mise en demeure, imposer la consignation de fonds (saisir une somme d'argent jusqu'à ce que les travaux de remise aux normes soient effectués), suspendre l'activité ou enfin fermer purement et simplement l'installation - la réalité semble beaucoup plus laxiste: l'année dernière, pour 30 000 inspections, seules deux fermetures de site ont été ordonnées. Des membres de la Drire le concèdent: il s'agit là de mesures aux conséquences économiques lourdes. Certains complexes industriels emploient parfois des milliers de personnes (500 pour celui d'AZF à Toulouse).

Est-il alors possible d'instaurer un degré de surveillance dans ces usines aussi élevé que dans d'autres domaines, tel le nucléaire? Certaines personnalités politiques commencent à se poser la question: «Il faut une politique de fond sur la localisation et le fonctionnement des pôles dangereux», réclame Maryse Ardit, porte-parole des Verts. Jean-Yves Le Déaut, président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, plaide pour une redistribution des orientations et la mise en place immédiate d'une échelle des risques majeurs: «A force de focaliser l'attention sur le nucléaire ou les biotechnologies, n'avons-nous pas tout simplement sous-estimé le risque chimique?»



[Retour à la page précédente](#)

Le traitement des déchets toxiques

L'Express du 14/11/2002
Le mystère Stocamine
par Richard de Vendeuil

Le site alsacien est-il suffisamment sûr? L'incendie qui s'y est déclaré en septembre pose à nouveau, derrière les défaillances et les incohérences, la question des risques industriels

C'est un labyrinthe de galeries, creusé au-dessous de la nappe phréatique, à 535 mètres sous terre, dans une couche de sel gemme réputée étanche. On y accède par les puits Joseph-Else, en dépassant les cavités des derniers gisements de potasse exploités à Wittelsheim (Haut-Rhin) par les Mines de potasse d'Alsace (MDPA). Un



Mineurs sauveteurs à l'entrée des puits Joseph-Else, à Wittelsheim, le 20 septembre.

site présentant des «conditions exceptionnellement favorables» à l'installation d'un stockage souterrain de déchets dits «ultimes» (déchets de déchets), déclarait-on à la suite de l'enquête publique de 1996. Avec l'incendie qui perdure ici depuis la nuit du 9 au 10 septembre, l'exceptionnel est ailleurs. Par exemple, dans ces épaisses fumées qui ont envahi le bloc 15 et se prolongent aujourd'hui par des foyers de combustion.

D'autres analyses ont révélé la présence de benzène et de benzopyrène, deux polluants cancérogènes

De quels colis, empilés sur des palettes en bois à proximité de fûts de résidus d'arsenic, provenait le feu? Leurs contenus étaient-ils conformes à la nomenclature officielle interdisant, entre autres choses, le stockage de produits inflammables? «Nous ne savons rien, et pourtant nous faisons partie de la Clis, la commission locale d'information et de surveillance», se lamente Etienne Chamik, ancien mineur, inquiet de voir d'autres risques dénoncés de longue date - l'instabilité des terrains, les dégagements de grisou - s'ajouter aux circonstances du moment. Derrière les fumées et les odeurs suspectes, le doute. Et personne pour y couper court chez l'exploitant, Stocamine.

Si les mesures pratiquées à plus de 300 mètres des puits permettent d'affirmer qu'à «aucun moment la population n'a été exposée à un risque toxique immédiat», d'autres analyses ont révélé la présence de benzène et de benzopyrène, deux polluants cancérogènes justifiant que la Drire (Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement) réclame à l'exploitant une étude sanitaire et d'impact complète. De quoi calmer le jeu? Pour l'instant, les défaillances focalisent l'attention.

«Les équipes d'intervention devront disposer d'un équipement spécialisé pour se prémunir contre tout risque», précisait il y a quelques semaines le sous-préfet de Thann (Haut-Rhin). Une évidence. Sauf que les premiers sauveteurs descendus pour tenter de maîtriser le sinistre étaient seulement équipés d'un masque, de chaussures et de gants. Stocamine (majoritairement contrôlée par l'entreprise publique EMC et dans laquelle la société privée Séché possède 33%) affirme avoir communiqué son plan

d'intervention d'urgence aux MDPa et à la Drire. Et de s'interroger: «A-t-il été correctement appliqué?»

2/2

Quant aux «ennuis de santé» des sauveteurs, ils seraient liés à des problèmes cutanés ou respiratoires susceptibles de disparaître dans les prochaines semaines. Méfiants, les représentants du personnel des MDPa ont demandé la désignation d'un nouvel expert indépendant - une démarche aussitôt contestée par leur direction au travers d'une action judiciaire. «Si elle s'y oppose, c'est qu'elle la craint», disent les syndicats.

«Finalement, stocke-t-on ici les bons produits dans de bonnes conditions?» s'interroge Me André Chamy, avocat de la CFDT, qui a déposé plainte contre X pour «mise en danger de la vie d'autrui». Echaudé par le climat de suspicion qui perdure - «On oublie notre utilité dans le circuit d'élimination des déchets» - l'exploitant évoque un «problème industriel d'origine inconnue». Malveillance, comme l'affirment les syndicats en évoquant la falsification de documents sur les colis qui seraient à l'origine du sinistre? «Laissons faire l'enquête», répond, laconique, Patrice Dadaux, directeur de Stocamine. Pour les associations siégeant à la Clis, c'est de dysfonctionnements qu'il faut parler. Depuis trois ans, ils se succèdent: déchets restés en surface de façon prolongée alors qu'ils ne doivent pas y être entreposés plus de quarante-huit heures. Stockage de colis contenant des déchets interdits, tels ces fûts de PCB, substance proche du pyralène, qu'il a fallu remonter. Un incident que l'exploitant minimise, arguant que ces colis étaient entreposés en toute connaissance de cause, avec l'aval de la Drire.

Autant de situations qui, encore une fois, renvoient à la nécessité de «toiletter» les pratiques en matière de gestion des risques industriels. Affiché par Roselyne Bachelot, ministre de l'Ecologie, le triptyque sécurité, transparence, participation est plus que jamais d'actualité. A l'heure où le gouvernement prône «une culture collective de la sécurité», le cas du site alsacien, installation classée (mais hors du périmètre des sites «Seveso»), fait tache et met en évidence le conflit d'intérêt pouvant survenir lorsque l'Etat est juge et partie: opérateur au côté d'un groupe privé, contrôleur via ses administrations.

[Retour à la page précédente](#)

Philippe ESSIG
Débat National sur les Risques Industriels
Octobre – Décembre 2001

Rapport à Monsieur le Premier Ministre
Janvier 2002

Résumé et Conclusion

Conformément aux souhaits du Premier Ministre le débat national sur les risques industriels a été riche d'enseignements sur un sujet particulièrement difficile car il touche à la fois une des forces de notre économie, la manière de vivre de nos concitoyens, comme les rapports entre chaque français et la puissance tutélaire qui est censée les protéger, les pouvoirs publics, l'Etat.

Les accidents dans les industries à risques sont rares mais spectaculaires ; ils pourraient avoir des conséquences extrêmement graves ; dans la plupart des cas, il n'y a aucun signe précurseur, aucune alerte préventive qui puisse appeler l'attention ; les taux d'accidents du travail, d'incidents ou d'accidents techniques, sont faibles ; tout est réuni pour l'éclosion du « *délit d'habitude* » chez les uns comme chez les autres. Les progrès de la science et de la technologie aidant, notre pays s'installe facilement dans une certaine « *culture de l'indifférence* ».

L'accident de Toulouse a été un réveil brutal qui a mis en relief beaucoup d'insuffisances, de carences de lacunes ou d'incohérences, en particulier dans notre réglementation et dans notre manière de l'appliquer.

Le fondement de cette réglementation, la directive européenne « *Seveso 2* », est mis en cause dans sa pertinence et ses possibilités d'application dans des zones urbanisées. En fait, **la réglementation a ses limites** : elle joue trop souvent un rôle de « *bonne conscience* », alors que la réduction des dangers et des conséquences d'accidents exige d'aller beaucoup plus loin.

L'enjeu est de créer en France une **vraie culture de sécurité**. C'est un enjeu considérable qui touche chacun de nous, qui réagit sur nos institutions, notre système d'enseignement, sur les entreprises comme sur les administrations, sur les médias comme sur le milieu associatif. Entrer dans une culture de sécurité entraînera pour chacun de nous des changements de comportements, d'attitudes et exigera courage et ténacité.

Créer une nouvelle culture de sécurité pourrait être une grande politique de l'Etat à l'image de ce qu'il a fait autrefois pour l'Aménagement du Territoire et pour la décentralisation. Je propose, à cette fin, de **créer au plus haut niveau de l'Etat un organisme** que j'ai appelé **Délégation à la Sécurité Industrielle (DSI)** dans mon rapport en me référant à la création de la DATAR il y a quarante ans. Je vois un organisme neuf, dynamique, ouvert à des acteurs extérieurs à l'administration, capable de faire changer les mentalités. Force d'analyse, d'impulsion et de référence, il sera le grand responsable de la **Charte sur la Maîtrise des Risques Industriels** souhaitée par le Premier Ministre.

Une de ses premières actions visera la **Recherche fondamentale** et la mise en place de la discipline de la **cindynique** (science des dangers et des risques) dans les parcours

universitaires. Il fera travailler sur les produits et leurs finalités, sur les modes de traitement et sur l'ensemble de la chaîne logistique qui leur est associée ; une **Fondation** alimentée par tous ceux qui croient que la sécurité est une valeur essentielle de notre civilisation pourrait aider au financement de ces recherches. Un second axe concernera les **études de danger** à réaliser suivant des référentiels rigoureux,

justifiés scientifiquement et qu'il faudra établir en prenant en compte les possibilités d'accident les plus graves – même s'ils sont rarissimes - avec une approche *probabiliste* ⁶.

Le troisième axe sera consacré au **management de la sécurité** dans les entreprises et à ses contrôles. En liaison avec les branches professionnelles et dans un cadre international, il faut mettre en place des normes d'évaluation et de certification dans ce domaine, comme cela se fait pour la *Qualité* (normes ISO 9000) et pour l'*Environnement* (normes ISO 14000).

Il faudrait surtout généraliser le principe d'un **audit externe** des études de danger et du management de la sécurité, à l'instar du rôle que jouent les Commissaires aux Comptes dans les vérifications comptables. Ceci nécessite de créer un réseau de compétences reconnues et agréées. Les rapports de ces audits constitueraient la « *tierce expertise* » si souvent réclamée et seraient la base des analyses des **Comités Locaux d'Information et de Prévention sur les Risques Industriels (CLIRP)** que la nouvelle loi va créer. A partir de ces audits, l'administration pourrait retrouver son véritable rôle de « *Contrôle des contrôles* ».

Ce principe d'audit permanent est un point clef de mes recommandations.

Cette Délégation à la Sécurité Industrielle pourrait aussi jouer un rôle important dans la nécessaire réflexion sur le **Transport des Marchandise Dangereuses**. Le problème me paraît avoir plus d'acuité en France qu'ailleurs en Europe du fait de la dispersion des sites. La réglementation très volumineuse qui concerne ces transports n'est pas bien articulée avec celle de l'industrie. On se cache la réalité ! Je doute cependant que des solutions satisfaisantes puissent être facilement trouvées, sauf dans la **création de grands sites** où seraient regroupées des activités à risques s'échangeant entre elles produits et sous-produits : je suggère qu'une réflexion en ce sens soit confiée à la DATAR.

Cela dit, on pourrait considérablement améliorer la gestion des Transports de Marchandises Dangereuses, leur suivi, l'information des services de contrôle et d'intervention, etc... par la mise en place d'un **Centre de Contrôle** ⁷ utilisant toutes les technologies les plus avancées du *Transport Intelligent*.

En matière d'urbanisme, la Délégation à la Sécurité Industrielle pourrait coordonner les débats locaux sur la manière de **gérer « l'existant »** en fonction des études de danger plus rationnelles et plus complètes que j'ai déjà évoquées. Des **actions très diverses** peuvent être imaginées, de la sécurisation des sites jusqu'au déplacement de locaux recevant du public, au renforcement du bâti, à la protection d'infrastructures vitales, voire à la préemption ou au délaissement de biens immobiliers. L'objectif sera de diminuer notablement (aux Pays Bas, on a retenu le rapport de 10 à 1) la probabilité du risque pour ceux qui y sont exposés.

Les choix ne pourront être faits que de façon décentralisée : « l'acceptation du risque ne se décrète pas ! ». L'Etat est trop lointain et trop unificateur ; la commune est trop petite ; c'est entre l'intercommunalité et la région que doit se situer le bon niveau de décision d'élus du suffrage universel, parfaitement éclairés par des débats préalables où chacun apportera son avis. Les choix ne seront pas les mêmes partout : c'est normal.

⁶ Alors que les études menées actuellement le sont suivant une approche *déterministe*.

⁷ Un tel centre existe à Francfort en Allemagne et pourrait servir d'exemple.

Pour que ces stratégies à long terme puissent être conduites, il faudra des **moyens financiers suffisants** que le Premier Ministre a évoqués. L'industriel, les collectivités territoriales et l'Etat contribueront à ce financement, chacun à la mesure de ses implications et de sa responsabilité.

Rien ne se jouera cependant sans la **participation active de citoyens responsables**, eux aussi parfaitement informés de la situation et des risques qu'ils encourent, des plus courants aux plus rares. Nous revenons par là sur le problème de *la culture de sécurité* qui doit devenir en France ce qu'elle est dans bien d'autres pays. L'Education Nationale, les entreprises les syndicats, les médias, les associations, les pouvoirs publics dans leur ensemble, joueront un grand rôle dans cette acculturation dont une manifestation régulière pourrait être une « **semaine de la sécurité industrielle** » à instituer au niveau européen pour rappeler les risques, vérifier que tout est mis en oeuvre pour les contenir et procéder aux exercices d'alerte sans lesquels aucune consigne de protection n'a de chance d'être appliquée.

*



Le débat national sur les risques industriels



Accueil > Présentation des documents > Le débat national > Cadre législatif de prévention des risques industriels > réglementation (page 1/2)

» La législation des installations classées

- Le régime de déclaration
- Le régime d'autorisation

La directive 1990/269/CEE SEVESO

- L'objectif de la directive est de protéger l'environnement et la santé humaine contre les effets des accidents graves susceptibles de survenir dans les installations industrielles.
- La directive impose aux États membres de prendre des mesures pour prévenir les accidents graves et en limiter les conséquences.
- La directive impose aux États membres de mettre en place un système de contrôle et de prévention des pollutions (IPPC) qui met en place au niveau communautaire une législation semblable au système français mais qui écarte le risque industriel (celui-ci relève de la directive SEVESO).
- Le recensement des établissements dangereux, très dangereux et polluants.

La législation des installations classées

La législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement est la base juridique de la politique de l'environnement industriel en France.

En-dehors des installations nucléaires et des mines (qui relèvent d'autres législations), elle vise toutes les activités industrielles, les élevages intensifs et les activités de traitement de déchets.

La loi du 19 juillet 1976, codifiée au titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement (cf. annexes), a succédé à une loi de 1917, et cette dernière à un décret de 1810.

La législation relative aux installations classées est fondée sur une approche intégrée. Ce qui signifie que :

- une seule autorisation est délivrée pour un site industriel au titre de la protection de l'environnement (et non pas plusieurs autorisations, dont une autorisation pour les rejets liquides, une pour les rejets gazeux, une pour le risque, etc.). L'approche intégrée permet la prise en compte de tous les impacts sur l'environnement (air, eau, sol, bruit, vibrations) et du risque industriel. C'est là une distinction par rapport à la directive européenne IPPC (contrôle et prévention intégrés des pollutions) qui met en place au niveau communautaire une législation semblable au système français mais qui écarte le risque industriel (celui-ci relève de la directive SEVESO).

- une seule autorité est compétente pour l'application de cette législation. Il existe en effet dans d'autres pays la possibilité de voir plusieurs entités juridiques - État, région, département, commune - intervenir simultanément dans le cadre d'une même police. En France, seul l'État est compétent en matière de législation des installations classées. Il intervient par l'intermédiaire du préfet assisté de services techniques.

Les activités industrielles qui relèvent de la législation des installations classées sont énumérées dans une nomenclature qui les soumet soit à un régime de déclaration, soit à un régime d'autorisation. La réglementation des installations classées concerne 500 000 installations soumises à déclaration et 64 600 installations soumises à autorisation, dont 21 000 élevages.

Le régime de déclaration

Les installations dont l'impact sur l'environnement est réduit font l'objet d'une procédure simple de déclaration. L'exploitant adresse au préfet un dossier de déclaration précisant notamment la nature de l'activité qu'il veut exercer. Le préfet examine la conformité du dossier et délivre un récépissé ainsi que les prescriptions générales applicables à la catégorie d'activités concernée.

Le régime d'autorisation

L'autorisation concerne les activités les plus polluantes ou les plus dangereuses.

La procédure d'autorisation débute par la constitution d'un dossier de demande d'autorisation où figurent une étude d'impact et une étude de dangers. Ces deux documents sont fondamentaux pour expliciter comment le projet a été conçu, justifier les mesures de prévention proposées et donner une évaluation des incidences que l'exploitation entraînerait pour l'homme et l'environnement, en situation normale et en cas d'accident. Le dossier est ensuite instruit par l'inspection des installations classées, sous l'autorité du préfet. Il est soumis à diverses consultations et notamment à une consultation des collectivités locales et à enquête publique. La procédure se termine par la délivrance (ou le refus) de l'autorisation sous la forme d'un arrêté du préfet qui contient les prescriptions (par exemple pour les rejets : les valeurs-limites de concentrations et de flux des divers polluants) que doit respecter l'industriel.


Par rapport aux prescriptions de la déclaration qui sont standardisées, les prescriptions de l'autorisation sont élaborées au cas par cas, sur mesure. Cependant, des arrêtés ministériels peuvent fixer les dispositions minimales que doivent reprendre les arrêtés d'autorisation. Le plus connu des arrêtés ministériels fixant des prescriptions techniques est l'arrêté ministériel du 2 février 1998, dit arrêté intégré, qui concerne un grand nombre d'activités industrielles. Le préfet dispose de nombreux moyens de sanctions administratives (mise en demeure, consignation de sommes, exécution d'office, suspension de l'autorisation, fermeture) en cas de non-respect des prescriptions.

L'inspection des installations classées contrôle le respect des prescriptions techniques imposées à l'installation. Elle intervient également en cas de plainte, d'accident ou incident. Si elle constate que les prescriptions ne sont pas adaptées, l'inspection peut proposer au préfet d'imposer par arrêté des prescriptions complémentaires. Si l'exploitant ne respecte pas les dispositions auxquelles il est astreint, il encourt des sanctions administratives et pénales. La loi prévoit des peines importantes en cas de violation de ses dispositions :

- l'exploitation d'une installation classée sans l'autorisation légale peut être sanctionnée par un emprisonnement d'un an et une amende de 500 000 F.
- le fonctionnement en infraction peut conduire à une mesure de fermeture, de suppression ou de suspension de l'installation et l'exploitant peut être puni d'un emprisonnement de 2 ans et d'une amende de 1 MF.

Les sanctions administratives sont prononcées par le préfet après mise en demeure à l'exploitant de respecter dans un délai déterminé les conditions qui lui sont imposées. Si, à l'expiration du délai, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut l'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, ou bien faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites, ou encore suspendre, après avis du conseil départemental d'hygiène, le fonctionnement de l'installation jusqu'à exécution des conditions imposées. Les sommes consignées peuvent être utilisées pour couvrir les frais des travaux. Enfin, le droit des tiers, c'est à dire la possibilité de demander aux tribunaux une réparation des préjudices qu'ils subiraient, est toujours préservé même si l'industriel respecte la réglementation.

Page 2 sur 2 | La directive européenne 89/618

 **Télécharger l'ensemble du dossier sur la prévention des risques industriels**
(format PDF, 626Ko, Temps de Téléchargement: 5min)

[Retour à l'accueil](#) | [Retour en haut de la page](#)

[Accueil](#) > [Prévention des risques](#) > [Débat national](#) > **Acteurs de la prévention des risques industriels**

Acteurs de la prévention des risques industriels

- **Le ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement**
 - ✦ **Le Conseil Supérieur des Installations Classées**
- **L'action locale de l'administration**
 - ✦ **Le préfet de département**
 - ✦ **La Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE)**
 - ✦ **L'inspection des installations classées**
- **Les exploitants d'installations classées**
- **Les élus**
- **Le public**
 - ✦ **Les Secrétariats Permanents pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI)**
 - ✦ **Les Commissions Locales d'Information (CLI)**
- **Les associations de protection de l'environnement**
- **La gestion du retour d'expérience : le BARPI**
 - ✦ **La répartition des accidents en France**

[Retour à l'accueil](#) | [Retour en haut de la page](#)



[Accueil](#) > [Prévention des risques](#) > [Débat national](#) > [Les principaux textes législatifs](#)

Les principaux textes législatifs

• Les principaux textes législatifs

- ✶ **Code de l'Environnement - Livre V - Titre 1er - Installations classées pour la protection de l'environnement**
- ✶ **La directive n°96/82 du 9 décembre 1996, dite " SEVESO II**
- ✶ **Décret n° 99-1220 du 28 décembre 1999 modifiant la nomenclature des installations classées**
- ✶ **La législation des installations classées (1/2)**
- ✶ **La législation des installations classées (2/2)**
- ✶ **L'arrêté et la circulaire ministériels du 10 mai 2000 relatifs à la prévention des accidents majeurs (page 1/2)**
- ✶ **L'arrêté et la circulaire ministériels du 10 mai 2000 relatifs à la prévention des accidents majeurs (page 2/2)**
- ✶ **Loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs**
- ✶ **Circulaire n° 86-38 du 24 novembre 1986 sur la maîtrise de l'urbanisation autour des sites industriels à haut risque**
- ✶ **Circulaire du 24 juin 1992 relative à la maîtrise de l'urbanisation autour des installations industrielles à hauts risques**

La notion des risques majeurs Directive "SEVESO"

mai 28 septembre 2000

accueil : Prévention des risques Directive "SEVESO"

liens

associés

[site d'aide à](#)

[l'inventaire](#)

[des](#)

[établissements](#)

[visés par](#)

[la directive](#)

[dite SEVESO](#)

[2](#)

[inventaire](#)

[seveso 1](#)

[téléchargeabl](#)

[e au format](#)

[PDF \(carte](#)

[et tableau -](#)

[267 ko,](#)

[2 minutes de](#)

[temps de](#)

[chargement](#)

[par modem\)](#)

[il nécessite le](#)

[logiciel](#)

[gratuit](#)

["acrobat](#)

[reader" pour](#)

[être lu.](#)

[Si vous n'en](#)

[disposez pas,](#)

[vous pouvez](#)

[le](#)

[télécharger](#)

[gratuitement](#)

[ici.](#)

L'émotion suscitée par le rejet accidentel de Dioxine en 1976 sur la commune de SEVESO en Italie, a incité les Etats Européens à se doter d'une politique commune en matière de prévention des **risques industriels majeurs**. Le 24 juin 1982 la directive dite SEVESO demande aux Etats et aux entreprises d'identifier les risques associés à certaines activités industrielles dangereuses et de prendre les mesures nécessaires pour y faire face.

La directive SEVESO a été modifiée à diverses reprises et son champ a été progressivement étendu, notamment à la suite de l'accident de Bâle en 1986.

Le cadre de cette action est dorénavant la directive 96/82/CE concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses appelée directive SEVESO 2 qui remplace la directive SEVESO à partir du 3 février 1999. Cette nouvelle directive renforce la notion de prévention des accidents majeurs en imposant notamment à l'exploitant la mise en oeuvre d'un système de gestion et d'une organisation (ou système de gestion de la sécurité) proportionnés aux risques inhérents aux installations. Sa mise en application est l'une des priorités importantes de l'inspection des installations classées, sous l'autorité des préfets.

Certains aspects, tel que la notification des établissements, sont déjà intégralement prévus en droit français. D'autres, comme l'information et la participation du public, se voient aujourd'hui renforcés. Chacun comprend bien qu'il ne peut y avoir de progrès dans la maîtrise des risques sans information transparente des employés et des riverains des installations.

DISPOSITIONS DE LA DIRECTIVE

La directive n° 96/82/CE du Conseil du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses dite SEVESO 2 a été publiée au Journal Officiel des Communautés Européennes du 14 janvier 1997. Elle remplace la directive n° 82/501/CEE du 24 juin 1982 à compter du 3 février 1999.

Cette directive renforce le dispositif de prévention des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses en introduisant des mesures complémentaires par rapport à la directive initiale. Ces mesures consacrent les "bonnes pratiques" en matière de gestion des risques : introduction de dispositions sur l'utilisation des sols afin de réduire les conséquences des accidents majeurs, prise en compte des aspects organisationnels de la sécurité, amélioration du contenu du rapport de sécurité, renforcement de la participation et de la consultation du public.

Le champ d'application est révisé : absence de distinction entre l'activité de stockage de substances dangereuses et la mise en oeuvre de substances dangereuses dans un procédé, extension aux installations manipulant et stockant des explosifs.

Elle améliore l'efficacité de la mise en oeuvre par les contrôles pratiqués et la transmission d'informations sur une base comparable à la Commission Européenne. Cette directive a été notamment transposée en droit français par l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

CHAMP D'APPLICATION DE LA DIRECTIVE SEVESO

Le nombre total d'usines soumises à l'article 5 de la directive SEVESO I était de 372 en France. Le nombre de sites visés n'a pas évolué de façon notable depuis le deuxième amendement à cette directive en 1988. Quatre régions comptent plus de 30 sites : Haute-Normandie, Nord Pas de Calais, Provence Alpes Côtes d'Azur et Rhône-Alpes.

L'action réglementaire du Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement en matière de prévention du risque industriel visait également certains secteurs spécifiques non couverts par l'article 5 de la directive qui peuvent présenter des risques importants. Ces établissements étaient alors assimilés à des établissements SEVESO. C'est le cas des unités pyrotechniques mettant en oeuvre un flux supérieur à 2 t/j (ou stockant plus de 10t) de produits explosifs, et des dépôts de liquides inflammables dont la capacité est comprise entre 10 000 t et 50 000 t.

↳ les évolutions introduites par SEVESO 2 :

La directive SEVESO 2 traite d'établissements, ce qui a pour conséquence l'absence de référence à une annexe listant des procédés et des activités comme cela est le cas dans la directive actuelle. Cette démarche colle avec la pratique française et a pour avantage de couvrir l'ensemble des infrastructures desservant l'établissement comme les embranchements ferroviaires, les appontements, les bateaux à quai... Le texte exclut explicitement les pipelines, les ports et les gares de triage. Toutefois, la Commission examine, actuellement, ce type d'installations afin de garantir un niveau de sécurité équivalent à celui des établissements relevant de la directive. Les seuils de certains produits ont été modifiés et le champ d'application étendu à certaines activités : fabrication et stockage d'explosifs, installation d'élimination des déchets dangereux, installations nucléaires présentant des risques d'origine chimique.

L'ETUDE DES DANGERS : CLE DE VOUTE D'UNE POLITIQUE DE PREVENTION DES RISQUES INDUSTRIELS

Près de 600 études de dangers ont été réalisées par les établissements visés par la directive dite SEVESO 1. Un même établissement comporte souvent plusieurs installations qui font l'objet d'études de dangers individuelles. Les informations qui y sont contenues doivent notamment permettre d'identifier les sources de risque, les scénarios d'accident envisageables et leurs effets sur les personnes et l'environnement. Un guide méthodologique pour la réalisation d'une étude des dangers d'une installation industrielle a été élaboré en 1995 par le Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Il précise notamment que pour chacun des scénarios envisagés, la nature et l'ampleur des conséquences qui en résulteraient sont à prendre en compte pour définir les grandes lignes d'une stratégie préventive et de lutte contre le sinistre.

Dans certains cas, cette étude des dangers réalisée par l'industriel est complétée, à la demande du préfet, par une analyse critique réalisée par un organisme tiers expert extérieur et indépendant. Ce principe est énoncé dans l'article 3.5° du décret du 21 septembre 1977. Plusieurs dizaines de telles analyses critiques sont ainsi réalisées chaque année.

Les études de dangers constituent la base indispensable pour l'établissement des plans d'opération interne et des plans particuliers d'intervention. Le plan d'opération interne limité à l'intérieur de l'établissement et à son environnement immédiat organise le premier niveau de secours.

Pour les accidents susceptibles de provoquer des conséquences à l'extérieur de l'enceinte de l'usine, la loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et la prévention des risques majeurs a défini le plan particulier d'intervention établi sous la responsabilité du Préfet.

↳ les évolutions introduites par SEVESO 2 :

L'étude des dangers doit être désormais réactualisée au moins tous les cinq ans. De même, les plans d'urgence (Plan d'Opération Interne et Plan Particulier d'Intervention), qui se basent sur la base de l'étude des dangers, doivent être testés et réexaminés tous les trois ans.

La directive introduit également la nécessité d'examiner les conséquences d'un accident d'une installation sur les installations voisines (effet "domino") tout en laissant une marge de manœuvre aux Etats membres pour apprécier ce concept. Il est désormais demandé une coopération entre établissements proches afin qu'ils échangent un certain nombre d'informations dont leurs rapports de sécurité et leurs plans d'urgence, "de façon appropriée".

LA MAITRISE DE L'URBANISATION AUTOUR DES SITES

Une politique de maîtrise des risques sur le long terme nécessite enfin une bonne gestion de l'usage des sols. La maîtrise de l'urbanisation permet d'assurer la sécurité des personnes riveraines en évitant que de nouvelles personnes soient exposées. La loi du 22 juillet 1987 a introduit dans la loi du 19 juillet 1976 des servitudes d'utilité publique avec indemnisation des propriétaires concernés par l'exploitant de l'installation sous le contrôle des juges de l'expropriation en cas de litige.

↳ les évolutions introduites par SEVESO 2 :

La maîtrise de l'urbanisation au voisinage des sites industriels à risque est désormais incluse dans la directive. Elle permettra d'améliorer la sécurité pour les populations vivant à proximité de sites à risque, dans toute l'Union Européenne.

Cette nouvelle disposition concerne désormais l'ensemble des établissements

relevant de la directive (seuils haut ou bas définis en annexe) : pour les établissements existants, on tiendra compte des mesures techniques complémentaires déjà mises en place.

L'INFORMATION DU PUBLIC

Le droit à l'information des citoyens a également été confirmé par la loi du 22 juillet 1987 : "les citoyens ont un droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent". L'information préventive du public est bien un facteur de prévention à part entière.

↳ les évolutions introduites par SEVESO 2 :

La directive élargit considérablement la participation du public dans différentes procédures : accessibilité du public aux informations contenues dans le rapport de sécurité, avis du public sur l'implantation d'un nouvel établissement, mise à la disposition du public de l'inventaire des substances dangereuses présentes dans l'établissement. De plus, les plans d'urgences externes (Plan Particulier d'Intervention) sont élaborés en consultation avec le public après transmission des informations de l'exploitant aux autorités compétentes. Concernant les plans d'urgences internes (Plan d'Opération Interne), les représentants du personnel sont consultés lors de leur élaboration. Ces dispositions confortent les principales prescriptions françaises déjà mises en place.

INVENTAIRES DES ETABLISSEMENTS

SEVESO 1 : L'inventaire des établissements par région recense l'ensemble des établissements à risque relevant de l'article 5 de la directive 82/501/CEE. Cet inventaire résulte d'une enquête effectuée auprès des DIRE (Directions de la Recherche, de l'Industrie et de l'Environnement) en 1998. Il présente également un bilan des actions menées par les autorités locales en matière de plans de secours et de maîtrise de l'urbanisation. La grande majorité de ces établissements sont également visés par la directive SEVESO 2.

Cet inventaire est téléchargeable ici au format PDF. (carte et tableau - 267 ko, 2 minutes de temps de chargement par modem)

il nécessite le logiciel gratuit "acrobat reader" pour être lu.

Si vous n'en disposez pas, vous pouvez le télécharger gratuitement ici.

Cet inventaire s'inscrit comme un complément à l'information délivrée lors des campagnes destinées à diffuser les consignes qu'il convient de respecter en cas d'accident, ou celle délivrée par les Secrétariats Permanents pour la Prévention des Pollutions Industrielles (S.P.P.I.).

SEVESO 2 : L'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, transposant la directive SEVESO 2, demande à chaque exploitant concerné par ce texte, dans ses articles 3 et 10, d'effectuer un recensement régulier des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité). Sont donc visés les établissements dits "seuil bas" et "seuil haut" de la directive SEVESO 2.

L'échéance du premier recensement est de 6 mois à compter de la date de publication de cet arrêté au Journal Officiel, soit le 20 décembre 2000.

Le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement a développé un **site d'aide à l'inventaire des établissements visés par la directive dite SEVESO 2** qui permet, en fonction des quantités de substances ou préparations dangereuses que chaque exploitant aura saisies, de déterminer si son établissement est concerné par un des seuils des textes de transposition de la directive dite SEVESO 2.

Etalonnement dans SUSE.

	première catégorie (seuil bas)	seconde catégorie (seuil haut)	TOTAL
Alsace	11	31	42
Antilles-Guyane	12	15	27
Aquitaine	28	47	75
Auvergne	16	9	25
Basse Normandie	24	9	33
Bourgogne	22	16	38
Bretagne	38	27	65
Centre	32	36	68
Champagne Ardennes	25	10	35
Corse	2	7	9
Franche Comté	17	9	26
Haute Normandie	19	54	73
Ile de France	46	46	92
Languedoc Roussillon	16	19	35
Limousin	3	5	8
Lorraine	20	24	44
Midi Pyrénées	8	29	37
Nord Pas de Calais	44	55	99
Pays de la Loire	29	21	50
Picardie	37	31	68
Poitou Charente	15	18	33
PACA	24	64	88
Réunion		2	2
Rhône Alpes	49	88	137
TOTAL	567	672	1239

>> Chapitre suivant : La réduction du risque à la source

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE.

2 octobre 1985 page 11396.

Circulaire du 12 juillet 1985.

Relative à la nouvelle planification des secours en matière de risques technologiques.

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation à Madame et Messieurs les commissaires de la République (cabinet),

Références :

1. Instruction interministérielle du 5 février 1952 sur l'organisation des secours dans le cadre départemental en cas de sinistre important (plan orsec)
2. Circulaire (intérieur) n° 531 du 7 décembre 1967 relative à l'annexe hydrocarbures du plan orsec.
3. Instruction interministérielle du 5 décembre 1973 relative à l'annexe matières dangereuses du plan orsec (annexe orsectox).
4. Directive n° 82-501 C.E.E. du 24 juin 1982 du conseil des communautés européennes, concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles.
5. Circulaires (environnement) du 28 décembre 1983 et du 8 octobre 1984 sur les installations classées. - Application de la directive communautaire n° 82-501 C.E.E. (Dite 'directive seveso') pièces jointes. - Instruction interministérielle du 12 juillet 1985 relative au plan orsec: risques technologiques.

Compte tenu du développement de la technologie dans les domaines de la chimie et des hydrocarbures, caractérisé par l'existence d'un nombre croissant de complexes industriels à hauts risques potentiels, la prévention des accidents susceptibles d'affecter ces installations, et l'organisation des secours en cas de sinistres, représentent plus que jamais une mission prioritaire pour les pouvoirs publics.

La directive européenne du 24 juin 1982 (réf. 4), dite 'directive Seveso', a prescrit, à cette fin, un ensemble de mesures à mettre en oeuvre:

D'une part, sous la responsabilité directe des exploitants et avec le contrôle de l'administration, en vue d'améliorer la prévention des accidents et de limiter leurs conséquences à l'intérieur des établissements concernés;

D'autre part, sous la responsabilité des pouvoirs publics, pour élaborer des plans d'intervention opérationnels assurant, en toutes circonstances, la sauvegarde des populations et la protection de l'environnement.

Dans ce contexte, il s'avère indispensable et urgent de procéder à une refonte du dispositif opérationnel départemental face aux risques de l'espèce, s'appuyant en cela sur l'expérience acquise depuis 1978 dans le cadre des plans particuliers d'intervention relatifs aux installations nucléaires, en

s'attachant principalement à:

Préciser les responsabilités respectives des pouvoirs publics et des exploitants;

Définir les objectifs, le contenu et les critères de fiabilité des plans internes et externes relatifs aux installations visées;

Réaliser, par des dispositions concrètes, l'articulation de ces divers plans entre eux et leur parfaite complémentarité.

Tel est l'objet de l'instruction interministérielle jointe à la présente circulaire, qui a été élaborée avec le concours de représentants des industriels (union des industries chimiques, union des chambres syndicales des industries du pétrole), du président du groupement professionnel des conseillers techniques en sécurité incendie et de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers français. Ces prescriptions s'inscrivent dans le prolongement direct des actions menées dans le cadre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et s'appuient, notamment, sur les études des dangers dont les conditions d'établissement vous ont été précisées par circulaires en date du 28 décembre 1983 et du 8 octobre 1984 du ministère de l'environnement (réf. 5).

L'instruction interministérielle du 12 juillet 1985 sur les risques technologiques des installations de la chimie et des hydrocarbures comporte l'obligation, pour chacun des chefs d'établissement concernés, d'établir un plan d'opération interne à l'établissement (P.O.I.).

Cette instruction prescrit, par ailleurs, la mise au point par le commissaire de la République du département d'un plan d'intervention (P.P.I.) pour chaque industrie ou complexe industriel concerné.

La liste des établissements justiciables de ces dispositions est établie par le commissaire de la République, sur la base des inventaires réalisés par l'inspection des installations classées, en accord avec les critères de quantité et de qualité des matières dangereuses fixées par la directive Seveso (article 5). Toutefois, d'autres établissements pourront également faire l'objet de ces dispositions en fonction des risques potentiels présentés pour les populations et l'environnement.

L'établissement des P.O.I. par les exploitants, sous le contrôle de l'administration, exigera une liaison permanente avec les services concernés, l'articulation de ces plans avec les P.P.I. étant fondamentale. Vous recevrez prochainement des instructions particulières du ministre de l'environnement en ce qui concerne l'obligation faite aux exploitants d'élaborer leurs P.O.I., en particulier dès la mise en service des installations nouvelles.

Dans l'hypothèse, probable, où l'élaboration de l'ensemble des P.P.I. prescrits s'étalera sur une période plus longue que celle des P.O.I., toutes dispositions seront prises pour que, en aucun cas, la mise en application d'un P.O.I. ne soit

retardée en attente de la rédaction définitive du P.P.I. correspondant.

De même, la substitution des P.P.I. prévus par la nouvelle instruction aux annexes Orsec en vigueur (réf. 2 et 3) sera nécessairement progressive. Ce n'est donc qu'à compter de l'entrée en application de chacun des P.P.I. que les dispositions du plan Orsectox ou Orsec-Hydrocarbures relatif à un établissement donné pourront être annulées.

Cette instruction Orsec-Risques technologiques ne concerne pas les installations nucléaires de base, déjà couvertes par l'établissement de plans particuliers d'intervention en application de la C.M. Intérieur n° 78-572 du 29 décembre 1978, ces P.P.I.: installations nucléaires faisant partie intégrante du plan Orsecrad (cf. C.M. Intérieur n° 84-131 du 11 mai 1984).

Enfin, l'instruction interministérielle jointe ne visant que les accidents affectant les installations, les prescriptions des annexes Orsectox et Orsec-Hydrocarbures applicables aux transports (par citernes ou canalisations) resteront en vigueur jusqu'à leur remplacement par de nouvelles dispositions. La refonte de la réglementation relative aux transports de l'espèce sera prochainement engagée entre les départements ministériels concernés.

S'agissant, plus particulièrement, des actions à mener par vos services pour la mise en place, dans les meilleurs délais, du nouveau dispositif - et notamment de l'établissement des P.P.I. - je vous demande de veiller personnellement à la préparation d'un calendrier prévisionnel global des travaux, à l'intérieur duquel seront fixés des objectifs précis pour les opérations pouvant raisonnablement aboutir en 1986.

Cet échéancier annuel, à actualiser régulièrement compte tenu du déroulement des travaux et de l'évolution des prévisions, devra tenir compte des considérations suivantes:

Traiter en priorité les installations à hauts risques potentiels, compte tenu de leurs activités et de leur environnement (humain, industriel, naturel);

Accorder une attention particulière aux installations nouvelles, dès le stade du projet;

Ne pas négliger, pour autant, les autres établissements visés par la présente instruction et qui ne seraient pas dotés d'un dispositif de sécurité approprié.

Ces critères sont cohérents avec les priorités de réalisation, par les exploitants, des études des dangers que vous leur prescrivez dans le cadre de la législation des installations classées. Il est très souhaitable que les échéanciers de réalisation des P.P.I. et ceux relatifs aux études des dangers soient coordonnés entre eux: l'objectif du 8 juillet 1989 fixé pour la réalisation des études des dangers (réf. 4, article 9) devra donc être pris en compte, également, pour l'aboutissement de l'ensemble des travaux d'élaboration des P.P.I.

Je vous serais obligé de me rendre compte, pour le 1er décembre 1985, des dispositions générales prises sous votre autorité en application des directives qui précèdent, des difficultés rencontrées, ainsi que des objectifs concrétisés par le calendrier prévisionnel d'établissement des P.P.I. dans votre département.

Dans un domaine aussi sensible que celui des risques induits par le stockage, la mise en oeuvre ou la fabrication des produits chimiques et des hydrocarbures, j'appelle votre attention sur la nécessité de disposer, dès que possible, d'un ensemble de plans opérationnels d'intervention sur accidents, de contrôler la fiabilité de ces plans par des exercices fréquents associant les exploitants aux pouvoirs publics, ainsi que d'assurer, en toutes circonstances, l'information rapide et objective des populations.

Je vous précise, à cet égard, que les P.P.I. sont des documents non classifiés, dont la communication complète au public ne devra être restreinte que par la nécessité de ne pas divulguer certaines informations intéressant la défense, l'ordre public ou le secret industriel.

Par ailleurs, en vue de répondre aux questions éventuelles liées à l'application de la présente directive, des réunions d'information au niveau des zones de défense seront organisées, en tant que de besoin, à mon initiative ou à votre demande.

LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE MARSEILLE. (1ère chambre)
SCI GREGORY
28 décembre 1998. N° 96MA01299

Vu l'ordonnance en date du 29 août 1997 par laquelle le président de la Cour administrative d'appel de Lyon a transmis à la Cour administrative d'appel de Marseille, en application du décret n° 97-457 du 9 mai 1997, la requête présentée pour la SCI GREGORY ;

La SCI GREGORY demande à la Cour :

1°/ d'annuler le jugement n° 93.3478 du 1er février 1996 par lequel le Tribunal administratif de Marseille a rejeté sa requête tendant à l'annulation de l'arrêté du préfet des Bouches-du-Rhône en date du 2 juin 1993 lui refusant un permis de construire pour un bâtiment à usage professionnel sur le lot n° 9 du lotissement les Hectares du Guignonnet à Fos-sur-Mer ;

Sur la légalité du refus de permis de construire ;

Sur le moyen tiré de l'insuffisante motivation de l'arrêté attaqué ;

Considérant qu'en se fondant, pour prendre l'arrêté du 2 juin 1993 sur le motif tiré de ce que 'le projet, en raison de sa situation à proximité des installations de la société 'Esso', dans la zone d'isolement rapprochée ZI liée à la mise en oeuvre de substances dangereuses pour les activités industrielles visées par la directive Seveso du 24 juin 1982, est susceptible d'entraîner, dans cette zone, une augmentation du nombre de personnes présentes, incompatible avec le risque technologique majeur, le préfet des Bouches-du-Rhône a suffisamment motivé sa décision ;

Sur le moyen tiré de la méconnaissance de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme :

Considérant qu'aux termes de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme : 'Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation ou leurs dimensions sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique' ; qu'en vertu des dispositions de l'article R. 111-1 dudit code de l'article R. 111-2 est applicable dans les communes dotées d'un plan d'occupation des sols :

Considérant que par l'arrêté du 2 juin 1993, dont la SCI GREGORY demande l'annulation, le préfet des Bouches-du-Rhône a refusé de lui délivrer un permis de construire un garage de carrosserie et de peinture sur le lot n° 9 du lotissement 'Les Hectares du Guignonnet' au motif que le projet est situé à proximité d'installations industrielles dangereuses ; que l'article R. 111-2 précité est applicable aux permis de construire délivrés à l'intérieur d'un lotissement : qu'il ressort des pièces du dossier que le terrain d'assiette du projet est distant, d'une part, de 400 mètres seulement de cuves de la société Rhône-gaz destinées au stockage de produits toxiques et d'autre part de 1.700 mètres des installations de raffinerie de la société 'Esso' ; que par suite, en refusant de délivrer l'autorisation sollicitée au motif que la proximité des installations susmentionnées fait courir un risque important aux utilisateurs du garage, le préfet n'a pas commis d'erreur d'appréciation alors même que la probabilité que le risque se manifeste serait faible ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que la SCI GREGORY n'est pas fondée à soutenir que c'est à tort que le Tribunal administratif de Marseille a rejeté sa requête tendant à l'annulation de l'arrêté préfectoral du 2 juin 1993 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : La requête de la SCI GREGORY est rejetée.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'AMIENS. Deuxième chambre.
Société CICAL c/ Préfet de l'Aisne
4 avril 1995. N° 941788.

Vu la requête enregistrée sous le n° 941788 au greffe du tribunal administratif d'AMIENS le 15 septembre 1994, présentée pour Me GRAVE, mandataire liquidateur de la société CICAL 3 rue Nestor Grehant 02000 LAON, et tendant à ce que le tribunal annule l'arrêté du 20 juillet 1994 par lequel le préfet de l'Aisne lui a enjoint de consigner la somme de 200.000 F correspondant au montant estimé des travaux définis par son arrêté de mise en demeure du 11 août 1993;

Considérant que Me GRAVE, mandataire liquidateur de la société CICAL, demande l'annulation de l'arrêté du 20 juillet 1994 par lequel le préfet de l'Aisne l'a obligé à consigner entre les mains d'un comptable public la somme de 200.000 F en application de l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, somme répondant du montant des travaux définis par l'arrêté préfectoral du 11 août 1993 de mise en demeure d'évacuer et détruire les stocks de sciure et les fûts présents sur le terrain occupé précédemment par la société CICAL, route de Brancourt à ANIZY-LE-CHATEAU;

Sur les moyens tirés de la violation de la loi du 19 juillet 1976:

Considérant qu'aux termes de l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée: 'Sont soumis aux dispositions de la présente loi les usines, ateliers, dépôts, chantiers, et d'une manière générale les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments; qu'aux termes de l'article 23 du même texte: 'Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut:

a) Obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites: il est procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. Pour le recouvrement de cette somme, l'Etat bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts:

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la société CICAL, succédant à la SARL CICA, a exploité route de Brancourt à ANIZY-LE-CHATEAU jusqu'au 31 décembre 1991 une usine de fabrication de charpentes en bois; qu'il est constant qu'alors même que cette activité relevait des dispositions de la loi du 19 juillet 1976, rubriques n° 81 ter B, 81 quater et 355 A de la nomenclature annexée au décret du 20 mai 1953 modifié et nécessitait une autorisation, l'exploitation n'a jamais été formellement autorisée malgré l'arrêté préfectoral du 19 mars 1991 mettant en demeure la société de régulariser sa situation;

Considérant que si son exploitation a cessé, ainsi qu'il a été dit précédemment le 31 décembre 1991, les nuisances liées à la présence de sciures et de fûts restés sur le site et présentant un risque de pollution des eaux ont continué à se manifester postérieurement à la fermeture, faute pour l'exploitant d'avoir pris les mesures nécessaires à la surveillance des déchets et l'enlèvement des matières dangereuses; que, dans ces conditions, eu égard, d'une part à la cessation d'exploitation de l'usine et d'autre part, aux risques immédiats que la persistance des nuisances faisait courir tant à la santé et à la salubrité publiques qu'à l'environnement, tels que constatés par l'inspecteur des installations classées, et au fait que l'exploitant n'avait pas obtempéré à sa mise en demeure de régulariser sa situation du 19 mars 1991, le préfet a pu, sans commettre d'irrégularité, faire application, non des dispositions de l'article 24 précité de la loi, mais de celles de l'article 23 de cette loi qui permettent, après une mise en demeure d'accomplir des travaux déterminés non suivie d'effet, d'obliger la société à consigner entre les mains d'un comptable public la somme correspondant au coût de ces travaux; qu'ainsi, la décision attaquée pouvait légalement être mise en oeuvre;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que la requête de Me GRAVE, représentant la société CICAL, ne peut qu'être rejetée;

DECIDE

ARTICLE 1: La requête susvisée de Me GRAVE, mandataire liquidateur de la société CICAL, est rejetée.

ARTICLE 2: Le présent jugement sera notifié à Me GRAVE, mandataire liquidateur de la société CICAL, au ministre de l'environnement et au préfet de l'Aisne.

M. VALETTE, Président. M. BRESSE, Conseiller, Mme FUCHS, Conseiller. Mme GIRAUDON, commissaire du gouvernement.

LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE BORDEAUX. (1ère chambre)
COMMUNE DE PORT LA NOUVELLE
17 juillet 1997. N° 95BX00846

Vu la requête, enregistrée au greffe le 8 juin 1995, présentée pour la COMMUNE DE PORT LA NOUVELLE (Aude) : la commune demande que la cour :

- annule le jugement en date du 26 avril 1995 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a annulé, à la demande du préfet de l'Aude, le permis de construire délivré le 15 juin 1994 par le maire de Port la Nouvelle à M. Roger Moulin pour la construction d'un bâtiment à usage d'habitation sur un terrain situé rue Lapérouse :

Sur la légalité du permis de construire :

Considérant qu'aux termes de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme : 'le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescription spéciales si les constructions, par leur situation ou leurs dimensions, sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique' :

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que la construction autorisée par le permis en litige est située dans une zone où la présence d'installations de stockage de produits liquides ou de gaz liquéfiés inflammables expose ses habitants à des risques de brûlures significatives en cas d'incendie ou d'explosion ; que, par suite, et alors même que la parcelle d'assiette du projet en cause est classée dans une zone urbaine constructible du plan d'occupation des sols et que d'autres constructions ont été autorisées à proximité des installations susmentionnées, le maire de Port la Nouvelle a, en accordant le permis attaqué, commis une erreur manifeste d'appréciation ; que les risques susdécrits existant en fait à la date de la délivrance de ce permis, la commune ne peut utilement soutenir que ne serait alors pas en vigueur l'arrêté préfectoral définissant les zones à risque dans le cadre de la police des installations classées :

Considérant que M. Moulin ne saurait se prévaloir, pour défendre la légalité du permis de construire qui lui a été accordé le 15 juin 1994, d'un certificat d'urbanisme à lui délivré le 31 mai 1990 ; que le moyen tiré de ce qu'il a dû engager des frais de viabilisation de sa parcelle et supporter des charges d'emprunt est inopérant :

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la COMMUNE DE PORT LA NOUVELLE n'est pas fondée à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le tribunal administratif de Montpellier a annulé le permis de construire en litige :

DECIDE :

ARTICLE 1er : La requête de la COMMUNE DE PORT LA NOUVELLE est rejetée.